



Assemblée générale

Distr.
GÉNÉRALE

A/49/353
27 septembre 1994
FRANÇAIS
ORIGINAL : ANGLAIS/ESPAGNOL/
FRANÇAIS

Quarante-neuvième session
Point 75 de l'ordre du jour provisoire*

PROTECTION ET SÉCURITÉ DU PERSONNEL

Rapport du Secrétaire général

TABLE DES MATIÈRES

	<u>Paragraphes</u>	<u>Page</u>
I. INTRODUCTION	1 - 3	2
II. VUES EXPRIMÉES PAR LES ÉTATS ET PAR LES MEMBRES DU CONSEIL DE SÉCURITÉ	4 - 7	2
III. OBSERVATIONS	8 - 12	3

Annexe

<u>Réponses reçues des Gouvernements</u>	5
Djibouti	5
Équateur	5
Maldives	6
Namibie	11
Nouvelle-Zélande	11
Papouasie-Nouvelle-Guinée	14
Uruguay	14

* A/49/150.

I. INTRODUCTION

1. Le point intitulé "Protection et sécurité des petits États" a été inscrit à l'ordre du jour de l'Assemblée générale en 1989, lors de la quarante-quatrième session, à la demande des Maldives, et a été examiné à cette session, puis encore à celle de 1991.

2. À ces sessions, l'Assemblée générale a adopté les résolutions 44/51, du 8 décembre 1989, et 46/43, du 9 décembre 1991, dans lesquelles elle invitait le Secrétaire général à étudier les moyens dont il disposait, dans le cadre de l'Organisation des Nations Unies et conformément aux dispositions de la Charte, pour préserver la sécurité des petits États; à tenir des consultations avec les membres du Conseil de sécurité et les gouvernements concernés et à lui présenter un rapport à ses quarante-sixième et quarante-neuvième sessions. Par sa résolution 46/43, l'Assemblée a également souligné l'importance de renforcer les accords régionaux relatifs à la sécurité en intensifiant l'interaction, la coopération et les consultations.

3. En application de ces résolutions, le Secrétaire général a sollicité les vues des membres du Conseil de sécurité sur la question, ainsi que les observations et suggestions de tous les États Membres. Ces vues sont présentées dans son rapport à l'Assemblée générale, à sa quarante-sixième session (A/46/339), et dans le présent rapport.

II. VUES EXPRIMÉES PAR LES ÉTATS ET PAR LES MEMBRES DU CONSEIL DE SÉCURITÉ

4. Au cours du débat qui s'est tenu à ce sujet à la quarante-sixième session, tous les intervenants ont déclaré attacher de l'importance à cette question en raison de la vulnérabilité intrinsèque des petits États aux menaces extérieures et aux ingérences. Tous se sont en outre accordés à dire que la meilleure manière d'accroître la sécurité des petits États était de renforcer l'efficacité des organes des Nations Unies qui étaient chargés de maintenir la paix et la sécurité internationales. Certains ont estimé que le renforcement des moyens d'action préventifs du Conseil de sécurité et de l'ONU dans son ensemble permettrait de désamorcer les conflits naissants et que le Secrétaire général et ses proches collaborateurs pourraient jouer un rôle préventif accru dans le cadre de l'application de l'Article 99 de la Charte. Les représentants de la Communauté européenne et des États-Unis d'Amérique ont refusé avec insistance toute distinction, à leur avis inutile, entre les États en ce qui concernait la sécurité, soutenant que l'ONU avait été créée sur la base du principe de l'égalité souveraine de tous les États et qu'elle veillait à leur sécurité à tous.

5. Dans son rapport à l'Assemblée générale, à sa quarante-sixième session (A/46/339), le Secrétaire général avait déclaré que, compte tenu des réponses reçues des gouvernements et des consultations tenues avec les membres du Conseil de sécurité, et en dépit des divergences d'opinions sur ce qui constituait le meilleur moyen d'assurer la sécurité des petits États, il avait généralement été entendu qu'en raison des caractéristiques qui étaient les leurs, les petits États n'était capable, que dans une certaine mesure, d'assurer leur propre

sécurité et pouvaient avoir besoin d'une attention et d'une assistance particulières.

6. Il a également été admis qu'il était de l'intérêt général de préserver la sécurité des petits États dans la mesure où l'ordre international pouvait être ébranlé par leur instabilité ou leur insécurité. Pour ce faire, l'on pouvait prendre l'initiative de créer l'environnement protecteur dont les petits États avaient besoin, en s'appuyant essentiellement sur les dispositifs qui existaient déjà dans le cadre du système international de sécurité collective visé dans la Charte des Nations Unies.

7. Tous étaient d'accord pour dire que la sécurité de tous les États reposait sur leur respect inconditionnel du principe de la souveraineté et de l'intégrité territoriale ainsi que sur les autres principes de la Charte et les règles du droit international et que les dispositifs de sécurité mis en place en faveur des petits États devaient s'accompagner de dispositifs de soutien aux niveaux régional et sous-régional.

III. OBSERVATIONS

8. Compte tenu des réponses reçues des gouvernements et des résultats des consultations, le Secrétaire général conclut que, pour tous, il est d'une importance capitale de créer un environnement de nature à assurer une aide aux petits États et à servir de point de départ pour préserver leur sécurité. À cet égard, le Secrétaire général voudrait appeler l'attention sur les directives pour des types appropriés de mesures propres à accroître la confiance¹ que l'Assemblée générale avait approuvées à sa quarante-troisième session (résolution 43/78 H du 7 décembre 1988) et dont l'objectif final était de renforcer la paix et la sécurité internationales et de contribuer à la prévention de tous les conflits.

9. Comme il est noté au début des directives (1.2.4), les possibilités de contribuer notablement à renforcer la paix et la sécurité qu'offrent les mesures propres à accroître la confiance étaient déjà étudiées dans certaines régions et sous-régions où les États intéressés conjuguèrent leurs forces pour contribuer, en élaborant et en appliquant des mesures propres à accroître la confiance, à l'accroissement de la stabilité des relations et de la sécurité, à l'élimination des interventions extérieures et au renforcement de la coopération dans leurs zones.

10. Les directives prévoyaient (2.5.4.7) que l'Organisation des Nations Unies pouvait assumer un rôle central pour ce qui était d'accroître la confiance. Il y était noté en particulier que l'Assemblée générale et le Conseil de sécurité pouvaient favoriser ce processus en adoptant des décisions et recommandations proposant aux États des mesures propres à renforcer la confiance, tandis que le Secrétaire général pouvait, conformément à la Charte des Nations Unies, contribuer utilement à instaurer la confiance en fournissant ses bons offices, en particulier lorsque surgissait une crise, pour favoriser la mise en place de procédures propres à accroître la confiance.

11. Dans le cadre de sa mission pour accroître la confiance, l'Organisation des Nations Unies encourage la recherche de solutions régionales aux problèmes

régionaux, y compris l'organisation de conférences, réunions et séminaires régionaux pour favoriser l'échange d'idées et d'informations entre les secteurs gouvernemental et non gouvernemental ainsi qu'entre experts gouvernementaux et non gouvernementaux. Il y a eu 10 séminaires sur les mesures de confiance et de sécurité régionales et sous-régionales et deux séminaires sur les mesures de confiance et de sécurité en mer, au cours desquels les questions de renforcement de la sécurité des États ont été abordées sous leurs aspects tant militaires que non militaires. Dans le domaine militaire, parmi les mesures étudiées, certaines visaient notamment à réduire les risques de conflit armé résultant d'erreurs de calcul ou de malentendus au sujet d'activités ou de dispositions militaires. Dans le domaine non militaire, les mesures envisagées avaient trait à la coopération transfrontières dans des domaines tels que la gestion commune des ressources en eau, des pêcheries et autres ressources naturelles d'importance vitale pour la sécurité économique des États intéressés et à d'autres formes de coopération régionale et sous-régionale visant à accroître la viabilité économique et le développement des États de la région.

12. En 1993, des séminaires régionaux sur les mesures de confiance ont été organisés en Italie, au Japon, en Autriche et en Ukraine.

Note

¹ Documents officiels de l'Assemblée générale, quinzième session extraordinaire, Supplément No 3 (A/S-15/3), par. 41 (par. 6 du texte cité).

ANNEXE

Réponses reçues des gouvernements

DJIBOUTI

[Original : français]
[19 juin 1992]

1. "La protection et la sécurité des petits États" fait l'objet de la résolution 46/43 de l'Assemblée générale. Le Gouvernement de Djibouti se félicite que la résolution, dont il était un des coauteurs, ait été adoptée sans vote.
2. Dans sa résolution, l'Assemblée générale reconnaît que les petits États risquent d'être particulièrement vulnérables aux menaces extérieures et aux ingérences dans leurs affaires intérieures et estime nécessaire que soient garanties leur protection et leur sécurité en toutes circonstances.
3. La République de Djibouti appelle l'attention de l'Organisation des Nations Unies et de la communauté internationale sur la nécessité d'assister les petits États qui sont à la merci de groupes de mercenaires et de terroristes disposant d'armements sophistiqués et d'un réseau de relations puissant grâce à d'importantes ressources financières fournies par des pays tiers.
4. Le moyen le plus approprié pour garantir l'intégrité et la souveraineté des petits États demeure le système de sécurité collective des Nations Unies, prévu par le Chapitre VII de la Charte, qui donne au Conseil de sécurité l'autorité pour répondre aux agressions.

ÉQUATEUR

[Original : espagnol]
[10 juillet 1992]

1. Maintenant que le bipolarisme des relations internationales appartient au passé, il faut envisager le rôle vital que peut jouer l'Organisation des Nations Unies, dans le cadre du nouvel ordre international, dans les fonctions relatives au maintien de la paix et de la sécurité internationales. L'Organisation des Nations Unies doit user de ces capacités potentielles en respectant les principes du règlement pacifique des différends et le système de sécurité collective.
2. Malgré le cadre général de référence du "nouvel ordre international" qui est en voie d'être mis en place, l'Équateur entend faire valoir que les règles qui seront fixées ne doivent pas compromettre la souveraineté des États. Toute mesure prise par l'Organisation des Nations Unies doit par conséquent l'être en réponse à une requête expresse de l'État intéressé car toute initiative ne tenant pas compte de la volonté de cet État risque de menacer sa sécurité et d'introduire en fin de compte un nouveau facteur de vulnérabilité, en particulier dans le cas des petits États.

/...

3. C'est pourquoi le strict respect, par tous les États, sans réserve et sans conditions des principes du droit international est un gage de sécurité pour les petits États.

4. Le renforcement des systèmes de sécurité régionaux et sous-régionaux conçus comme arrangements existants dans le cadre du système de sécurité universelle offre certainement une garantie supplémentaire. En outre, les systèmes de sécurité régionaux et sous-régionaux doivent fixer les limites de l'exercice des fonctions qui émanent du nouvel ordre international.

5. Enfin, la communauté internationale doit mettre l'accent sur les fonctions de maintien de la paix et de renforcement de la capacité d'action de tous les organes compétents de l'Organisation des Nations Unies afin de prévenir, anticiper et éviter l'apparition ou l'aggravation de situations susceptibles de constituer une menace pour la paix et la sécurité internationales dans le cadre de ce qu'on appelle la "diplomatie préventive".

MALDIVES

[Original : anglais]
[14 décembre 1992]

1. Le Gouvernement maldivien se réjouit de constater que la communauté internationale accorde toute l'attention et l'importance voulues au point intitulé "Protection et sécurité des petits États", ainsi qu'il ressort clairement de l'adoption sans vote, par l'Assemblée générale, des résolutions 44/51 et 46/43. Un total de 55 États se sont associés aux Maldives pour parrainer la résolution 44/51 lors de la quarante-quatrième session, en 1989. L'intérêt accru porté à cette question par la communauté internationale s'est confirmé lors de la quarante-sixième session, lorsque 64 États Membres se sont joints aux Maldives pour présenter une résolution au titre de ce point.

2. La République des Maldives, profondément attachée aux buts et principes de la Charte des Nations Unies, et traditionnellement respectueuse des droits souverains des autres nations et de sa responsabilité fondamentale dans les affaires internationales, est déterminée à trouver les moyens de préserver, de protéger et d'accroître la sécurité des petits États, conformément à la Charte.

3. Comme beaucoup d'autres petits États, la République des Maldives a fait l'objet d'une agression armée par un groupe de mercenaires, en 1988, et elle est tout à fait consciente de la vulnérabilité intrinsèque des petits États à des menaces extérieures et à des actes d'ingérence dans leurs affaires intérieures, ainsi que de leurs besoins particuliers qui tiennent à leur droit à la souveraineté et à l'intégrité territoriale. Cette tentative d'invasion avait pour but de renverser le gouvernement légitime et d'installer un régime fantoche, en vue d'acheter des armes, d'établir des camps d'entraînement et de lancer des attaques terroristes contre d'autres pays de la région. Si cette tentative avait été couronnée de succès, elle aurait donc menacé non seulement la sécurité du pays, mais également celle de la région, ainsi que la paix et la sécurité internationales.

4. Les événements survenus sur la scène internationale depuis que cette question est inscrite à l'ordre du jour de l'Assemblée générale ont encore souligné l'importance qu'elle revêt pour le maintien de la paix et la sécurité internationales.

5. Le Gouvernement maldivien continue de croire que la protection et la sécurité des petits États doit être considérée comme un concept complexe, englobant des facteurs tels que la sécurité militaire, économique, sociale et écologique.

6. En ce qui concerne la sécurité militaire, il faut remarquer que les menaces pesant sur les petits États n'émanent pas uniquement d'autres États et forces gouvernementales. Les petits États peuvent également faire l'objet d'actes d'agression perpétrés par des mercenaires à la solde de groupes basés à l'étranger, voire par des terroristes, y compris des trafiquants de drogues.

7. Si la Charte des Nations Unies reconnaît à tous les États le droit naturel de légitime défense, seuls quelques privilégiés sont en mesure d'assurer eux-mêmes leur propre sécurité. Manquant des ressources financières nécessaires à l'acquisition du matériel et de l'équipement militaires, et disposant d'effectifs très limités, les petits États ne peuvent jamais subvenir à leurs propres besoins en matière de sécurité. Toute tentative des petits États d'augmenter leur puissance militaire pour ne fût-ce qu'approcher l'autonomie serait purement utopique, et réduirait gravement leurs moyens de faire face au problème crucial du développement socio-économique.

8. Le Gouvernement maldivien estime que la Charte des Nations Unies, qui reconnaît le concept de sécurité collective, est le meilleur garant de la sécurité des petits États. Plus précisément, le Chapitre VII de la Charte prévoit des accords spéciaux et charge le Conseil de sécurité de faire des recommandations et de décider quelles mesures seront prises, conformément aux Articles 41 et 42, pour maintenir ou rétablir la paix et la sécurité internationales.

9. Malheureusement, jusqu'à présent, ce mécanisme a presque toujours été inefficace, principalement en raison de la guerre froide. L'intervention prompte et déterminée du Conseil de sécurité lors de la crise du golfe Persique a été un fait nouveau encourageant et louable. L'action du Conseil de sécurité durant cette période très critique devrait donner espoir à plus d'un petit État. Cependant, il n'en va pas de même pour l'un des principes les plus importants sur lesquels les petits États pourraient fonder leur confiance dans le système de sécurité collective du Conseil de sécurité, à savoir l'application systématique de toutes les résolutions du Conseil de sécurité, sans exception.

10. La Charte reconnaît également le droit à la sécurité collective dans le cadre d'accords régionaux. De tels accords se sont révélés efficaces dans de nombreuses parties du monde. Cependant, pour les petits États, la question de l'équilibre du pouvoir dans la région concernée et de l'éventualité d'une dépendance des petits partenaires par rapport à une puissance régionale unique risque de se poser. Dans le cas d'accords de sécurité bilatéraux, la question se pose avec beaucoup plus de gravité.

11. Le seul moyen de lever ces incertitudes graves serait de fonder entièrement ces accords sur le soutien sans réserve de toutes les parties aux nobles buts et principes de la Charte des Nations Unies. Même dans les régions où de tels accords ne sont pas encore possibles, davantage d'interaction, de coopération et de consultation visant à encourager des mesures propres à accroître la confiance entre les États pourraient apaiser les craintes des petits États faisant partie de la région concernée.

12. Les agressions contre les petits États n'émanent pas toujours d'autres États. Bien souvent, leur sécurité est menacée par des organisations et groupes internationaux criminels ou illégaux tels que mercenaires, terroristes, trafiquants de drogues et autres aventuriers. Des problèmes pouvant être considérés comme de légers désagréments par des États plus grands sont dangereusement menaçants pour de petits États.

13. Ce n'est qu'en intensifiant la coopération, la coordination, les consultations et les échanges d'informations à propos des activités de ces groupes au sein de la communauté internationale que de telles agressions pourront être évitées. La communauté internationale se doit de parler d'une seule voix et sans ambiguïté pour avertir ces groupes que leurs activités ne seront tolérées par aucun État Membre, qu'ils ne trouveront refuge dans aucun pays et qu'ils seront sévèrement punis.

14. L'adoption par l'Assemblée générale de la Convention internationale contre le recrutement, l'utilisation, le financement et l'instruction de mercenaires (résolution 44/34, annexe) est encourageante. Cependant, il est regrettable que seuls 16 États l'aient signée et que parmi eux, seuls cinq petits États, dont la République des Maldives, l'aient ratifiée. Il est évident que sans la participation des États plus grands et plus puissants, les objectifs visés par la Convention ne seront jamais atteints. Le fait que la communauté internationale tarde à appliquer la Convention encourage les groupes de mercenaires à poursuivre leurs activités odieuses sans crainte d'être inquiétés.

15. Il existe des accords régionaux sur le terrorisme. Cependant, il n'a pas encore été possible d'établir une convention au niveau international. Il importe au plus haut point d'aborder de toute urgence la question globalement, afin de combattre le fléau du terrorisme, dont les menées ignobles ont souvent frappé de nombreux petits États, et qui sévit dans le monde depuis la fin de la deuxième guerre mondiale.

16. Heureusement, la coopération internationale contre le trafic des drogues donne davantage de raisons d'espérer. La Convention de 1988 contre le trafic illicite de stupéfiants et de substances psychotropes¹, le Plan d'action mondial adopté par la session extraordinaire de l'Assemblée générale sur les drogues en 1990 (résolution S-17/2, annexe) et la Décennie des Nations Unies contre la drogue (1991-2000) sont autant d'exemples du consensus mondial qui règne en matière de lutte contre le trafic des drogues.

¹ E/CONF.82/15 et Corr.2.

17. La prolifération rapide des armements et la facilité avec laquelle ils peuvent être obtenus ont fortement contribué au développement des activités des groupes internationaux criminels ou illégaux tels que mercenaires, terroristes et trafiquants de drogues. La communauté internationale devrait s'inquiéter sérieusement de la destination finale des nombreuses armes fournies aux factions belligérantes dans les zones de conflit, au moment où on s'achemine vers un règlement de ces conflits. Un simple coup d'oeil sur la situation internationale suffit pour se convaincre de la justesse de cette observation.

18. Lorsque des accords de paix sont négociés dans des zones de conflit, la remise de toutes les armes aux Nations Unies et la destruction, sous leur supervision, des armes de destruction massive se trouvant dans ces zones devraient être obligatoires, ce qui empêcherait leur transfert vers d'autres zones de conflit ou à des groupes de mercenaires, terroristes ou narco-terroristes.

19. La création par les Nations Unies du Registre international des armes est également une mesure positive, que l'on peut à juste titre considérer comme un premier pas vers l'établissement d'un régime de transparence en matière d'armements. Cependant, la portée du Registre devrait être élargie à des catégories d'équipement supplémentaires et à des données relatives à la détention ou à l'achat de matériel militaire de production nationale.

20. Les dommages causés à l'infrastructure économique et au tissu social d'un petit État ne dépendent pas uniquement du succès ou de l'échec d'une attaque perpétrée contre sa souveraineté et son intégrité territoriale. Généralement, les petits États disposent de peu de ressources et leur économie repose sur deux ou trois produits de base. Même une légère perturbation telle qu'une tentative d'attaque par des mercenaires ou des terroristes peut donc avoir des conséquences catastrophiques pour leur économie.

21. Bien entendu, la prévention de ces activités reste l'un des moyens les plus indiqués pour traiter le problème. Or, cette prévention n'est possible qu'avec l'assistance et la coopération d'États plus grands et disposant de plus de ressources. À cet égard, les petits États méritent qu'on les aide à renforcer leurs institutions et à constituer les forces nécessaires pour empêcher de tels actes.

22. S'il est vrai que les petits États doivent posséder une certaine puissance militaire, face à une menace extérieure, leur première ligne de défense sera toujours la diplomatie. Cependant, faute de ressources, de nombreux petits États sont dans l'impossibilité de se faire vraiment entendre sur la scène internationale. Il faut veiller tout particulièrement à renforcer leur position sur la scène internationale. La communauté internationale peut également envisager de les aider à constituer les forces nécessaires pour leur permettre de participer plus pleinement aux affaires internationales.

23. Le Gouvernement maldivien est persuadé que la communauté internationale doit être sensibilisée aux problèmes particuliers rencontrés par les petits États dans leurs efforts pour se développer en tant que membres pacifiques et responsables de cette communauté. Ce n'est qu'en prenant conscience de ces problèmes que les États plus grands et plus riches pourront se rendre compte de

la situation critique des membres plus petits et plus faibles de la communauté internationale. Toujours en raison du manque de ressources, les petits États ne sont pas en mesure de lancer au niveau international les campagnes de diplomatie voulues. Les Nations Unies pourraient envisager de les aider dans ce sens par des séminaires, des réunions de travail et des publications mettant en évidence leurs besoins particuliers.

24. Le rapport du Secrétaire général de juin 1992, intitulé "Agenda pour la paix" (A/47/277-S/24111) contient des observations importantes et profondes concernant le maintien et l'appui de la paix et de la sécurité internationales dans le cadre du nouvel ordre international qui s'institue. Le Secrétaire général a souligné, à juste titre, qu'il était important d'aborder la question de la sécurité de façon intégrée et globale. Selon le Gouvernement maldivien, les recommandations formulées dans ce rapport concernant la diplomatie préventive ainsi que les mesures de maintien de la paix, de rétablissement de la paix et de consolidation de la paix après les conflits sont également de nature à accroître la sécurité des petits États.

25. Pour les petits États, souvent confrontés à des menaces n'émanant pas d'autres États, la diplomatie préventive constitue une approche plus réaliste et plus efficace en matière de protection et de sécurité, car moins coûteuse en vies humaines et en ressources financières. Le Secrétaire général devrait user pleinement des pouvoirs que lui confère l'Article 99 de la Charte et attirer l'attention du Conseil de sécurité sur toute affaire qui, à son avis, pourrait mettre en danger la paix et la sécurité internationales. À cet égard, les Nations Unies devraient améliorer leur système de recherche d'informations et recourir plus souvent à des missions d'enquête.

26. L'expérience a maintes fois montré avec quelle rapidité et quelle brutalité un agresseur peut s'emparer d'un petit État. Si la communauté internationale ne réagit pas efficacement et immédiatement, elle donne à l'agresseur l'occasion de consolider son occupation illégale et de la présenter comme un fait accompli. Une intervention immédiate et résolue de la communauté internationale est donc nécessaire en cas d'agression.

27. Dans son rapport, le Secrétaire général a appelé l'attention des États Membres sur les dispositions de la Charte concernant les mesures coercitives que peut prendre le Conseil de sécurité pour protéger la paix et la sécurité internationales. Sa recommandation relative à des forces armées immédiatement disponibles mérite d'être examinée avec attention. Ces forces ne seraient peut-être jamais suffisamment nombreuses ou suffisamment bien équipées pour faire face à la menace d'une armée importante équipée d'armements modernes mais, comme l'a fait observer le Secrétaire général, elles seraient utiles en cas de menace militaire de moindre ampleur. Ces forces pourraient donc être utilisées rapidement et efficacement pour mettre fin à une agression perpétrée contre un petit État. En outre, l'existence d'un accord de ce type sous l'égide des Nations Unies servirait à dissuader l'agresseur potentiel.

28. Le Gouvernement maldivien souhaite saisir cette occasion pour faire part au Secrétaire général de sa profonde gratitude et sa reconnaissance sincère pour les efforts inlassables et dévoués qu'il déploie afin de maintenir et de favoriser la paix et la sécurité internationales.

NAMIBIE

[Original : anglais]
[17 juillet 1992]

1. Le Gouvernement de la République de Namibie estime qu'il est impératif, dans les circonstances actuelles, d'assurer la protection et de préserver la sécurité des petits États, et il réaffirme son soutien inconditionnel au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies dans la recherche des moyens qui existent, dans le cadre de l'Organisation des Nations Unies et conformément aux dispositions de la Charte, pour préserver la sécurité des petits États.
2. Le Gouvernement de la République de Namibie réitère son attachement au principe de la souveraineté et de l'intégrité territoriale et est fermement convaincu que chaque peuple a un droit inaliénable à la sécurité, à l'abri de toute ingérence ou intervention dans ses affaires intérieures.
3. Le Gouvernement de la République de Namibie prie instamment le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies de poursuivre ses consultations avec les membres du Conseil de sécurité et d'autres gouvernements concernés, en tenant compte de l'évolution du climat international et de l'apparition de nouveaux États.

NOUVELLE-ZÉLANDE

[Original : anglais]
[29 août 1994]

1. Dans sa résolution 46/43 en date du 9 septembre 1991, dont la Nouvelle-Zélande était l'un des auteurs, l'Assemblée générale a approuvé le rapport du Secrétaire général consacré à la protection et à la sécurité des petits États (A/46/339), qui comprenait les recommandations du séminaire organisé aux Maldives en mai 1991. La Nouvelle-Zélande est en accord avec plusieurs de ces recommandations, en particulier les conclusions relatives à la nécessité d'assurer le bon fonctionnement du Conseil de sécurité, à la sécurité régionale et à l'importance du renforcement des capacités de résistance nationales.
2. À San Francisco en 1945, la Nouvelle-Zélande s'est déclaré fermement attachée au principe de sécurité collective, qui est fondamental pour la sécurité des petits États. L'époque de la confrontation entre les deux blocs faisant désormais partie du passé, ce principe a pris une nouvelle dimension. La Réunion au sommet du Conseil de sécurité de janvier 1992 a été l'occasion pour le Conseil de réaffirmer son attachement à la sécurité collective, tandis que, dans son Agenda pour la paix (A/47/277-S/24111), le Secrétaire général a défini des approches collectives propres à garantir la paix dans l'esprit de la Charte des Nations Unies.
3. Alors que l'Organisation des Nations Unies, dans sa cinquantième année, envisage les conséquences de l'évolution du climat international et de l'apparition de nouveaux États, la Nouvelle-Zélande estime qu'il est impératif

/...

d'accorder la priorité qu'elles méritent aux mesures nécessaires à l'amélioration de la protection et de la sécurité des petits États.

4. Parce que les petits États considèrent l'Organisation des Nations Unies comme l'ultime garant de leur sécurité, ils souhaitent vivement prendre une part active à ses activités. C'est pourquoi ils font grand cas du principe de la représentation équitable au sein des divers organes de l'Organisation, de façon que leurs préoccupations et perspectives spécifiques soient portées à l'attention des autres États Membres.

5. Cela mérite réflexion à une époque où les défis lancés par un ordre mondial en pleine évolution se reflètent sur la structure de l'Organisation et sur la façon dont elle mène ses activités. L'égalité des États Membres, quelle que soit leur superficie, leur richesse ou leur puissance militaire, est un des fondements de l'Organisation des Nations Unies et elle est clairement énoncée à l'Article 2 de la Charte. Il en découle que les organes de l'ONU doivent accorder le même intérêt aux préoccupations de tous les États Membres, quelle que soit leur taille.

6. À cet égard, il incombe au premier chef au Conseil de sécurité de donner aux petits États les garanties qu'ils attendent de l'Organisation des Nations Unies au titre des Chapitres VI et VII de la Charte. C'est désormais à la capacité de l'ONU de répondre de façon rapide et efficace aux appels qui lui sont adressés pour rétablir la démocratie ou prévenir des crises humanitaires que sa crédibilité se mesure.

7. Tous les États Membres doivent pouvoir compter que l'Organisation des Nations Unies s'intéressera autant aux problèmes des petits pays ou des pays isolés qu'à ceux des pays présentant une importance stratégique.

8. Nous vivons dans un monde de plus en plus interdépendant. Les décisions du Conseil de sécurité lient chaque État Membre et ont des conséquences financières pour tous. Il est donc essentiel que le fondement de ces décisions soit compris par la majorité des membres de l'ONU.

9. La transparence et la définition des responsabilités dans le processus de prise de décisions du Conseil sont particulièrement importantes pour les petits États. Ces pays, qui constituent la majorité des membres de l'ONU, s'intéressent donc vivement et ont vocation à participer aux délibérations actuelles sur la réforme des procédures et de la composition du Conseil.

10. L'Agenda pour la paix, auquel la communauté internationale a souscrit, reconnaît le caractère multiforme de la sécurité. Si la menace d'une attaque militaire ou d'un conflit armé interne est une réalité pour certains petits États, la plupart des autres sont plus préoccupés par d'autres formes de menace. Par exemple, les activités des trafiquants de drogue ou d'autres criminels transnationaux peuvent porter gravement préjudice à des économies et des sociétés fragiles.

11. De même, les pratiques nuisibles à l'environnement suivies par d'autres pays peuvent être extrêmement préjudiciables, qu'il s'agisse de la pêche au filet dérivant, de l'utilisation de produits chimiques qui appauvrissent la

couche d'ozone ou des émissions de gaz à effet de serre, susceptibles de causer l'élévation du niveau des océans. L'ONU joue un rôle essentiel en contribuant à protéger les petits États contre de telles pratiques, notamment en organisant la Conférence mondiale sur le développement durable des petits États insulaires en développement. Il est important que le système de l'ONU donne une suite positive aux décisions de la Conférence, en particulier celles figurant dans le Programme d'action.

12. D'autres réunions organisées au niveau international comme la conférence mondiale précitée, à savoir la quatrième Conférence mondiale sur les femmes, le Sommet mondial pour le développement social et la Conférence internationale sur la population et le développement sont un moyen d'aborder la question de la sécurité durable des petites nations comme des nations les plus peuplées.

13. Si l'ONU est le garant de la sécurité des petits États au niveau international, la Nouvelle-Zélande est convaincue que la sécurité de ces derniers peut aussi être considérablement renforcée par une coopération régionale efficace.

14. Dans la région dont fait partie la Nouvelle-Zélande, le Forum du Pacifique Sud et les organisations apparentées jouent depuis plus de 20 ans un rôle très appréciable à cet égard. Les pays coordonnent étroitement leurs efforts et se prêtent une assistance mutuelle pour toute une gamme de problèmes affectant la sécurité, au sens large, de chaque membre. Il est également prévu de procéder à des échanges de vues sur des questions telles que la détection et la répression des infractions, la coopération économique et politique et la gestion des ressources, questions qui ont toutes trait à la sécurité dans son acception la plus large.

15. La lutte antiterroriste et d'autres questions relatives à la détection et la répression des infractions font actuellement l'objet d'une coopération au niveau régional. La décision, prise lors de la session du Forum de cette année, de demander le statut d'observateur auprès de l'Assemblée générale des Nations Unies permettra l'instauration d'une coordination plus efficace entre initiatives régionales et initiatives internationales.

16. La sécurité des petits États n'est pas seulement exposée à des menaces extérieures. En effet, le fondement de la sécurité de chaque État est son propre bien-être, dont dépend la capacité nationale de résistance. La plus grande faiblesse dont souffrent la plupart des petits États est peut-être leur niveau de développement économique. Le fait que leurs sources de revenus soient souvent très limitées est un obstacle à la diversification économique et à l'autonomie à long terme auxquelles peuvent prétendre des pays en développement plus grands. Ce handicap nuit au bien-être socio-économique et à la stabilité politique qui constituent la capacité nationale de résistance.

17. La communauté internationale peut aider les petits États à surmonter ce handicap de diverses façons. L'une d'elles est de prêter attention aux besoins spécifiques des plus petits États en établissant des critères pour la fourniture d'une aide au développement.

18. Une autre approche, plus prévoyante, consiste à faire en sorte que le système commercial international réponde aux besoins des petits États, principalement de ceux en développement. Les négociations d'Uruguay du GATT y ont contribué en abordant directement des questions comme la réforme du commerce agricole, les restrictions imposées par les pays développés aux exportations de textiles et de vêtements et la progressivité des droits frappant les exportations à valeur ajoutée.

19. L'ouverture et le développement de marchés pour les exportations des pays en développement favoriseront la stabilité économique et politique. À cet égard, l'ONU et ses organismes doivent maintenant aider les petits États en développement à identifier les débouchés spécifiques découlant des négociations d'Uruguay.

PAPOUASIE-NOUVELLE-GUINEE

[Original : anglais]
[19 juin 1992]

La note du 26 mai 1992 (SCPC/6/92/1) par laquelle le Secrétaire général a communiqué le texte de la résolution 46/43, adoptée par l'Assemblée générale le 9 décembre 1991 au titre du point de l'ordre du jour intitulé "Protection et sécurité des petits États", a été dûment transmise pour examen aux autorités compétentes de Papouasie-Nouvelle-Guinée.

URUGUAY

[Original : espagnol]
[20 novembre 1992]

1. L'Uruguay estime que le texte de la résolution 46/43, au même titre que les projets précédents, se ressent de l'absence d'une définition des "petits États", faute de laquelle il est difficile de déterminer si certains États appartiennent ou non à cette catégorie.

2. Néanmoins, on peut constater une amélioration appréciable par rapport aux textes précédents, en ce sens que le cinquième paragraphe du préambule fait référence aux terroristes et aux trafiquants de drogue, ainsi qu'aux mercenaires. L'Uruguay approuve cette précision, rappelant qu'elle est dans la droite ligne de solutions adoptées dans d'autres domaines.

3. L'énoncé du paragraphe 3 a lui aussi été amélioré car il souligne l'importance vitale pour tous les États du respect inconditionnel par tous les États de tous les principes de la Charte des Nations Unies et mentionne expressément l'égalité souveraine, l'intégrité territoriale, la non-ingérence dans les affaires intérieures d'autres pays et le règlement pacifique des différends. L'Uruguay estime que, dans ses grandes lignes, la résolution atteint son objectif, mais il partage l'opinion des États qui souhaiteraient une définition précise de l'expression "petits États".
